

La Pologne dans le déni reçoit une gifle du Parlement européen

Le Premier ministre polonais Mateusz Morawiecki a reçu un sévère avertissement des députés européens pour les atteintes de son gouvernement à la séparation des pouvoirs. À Varsovie, une juge lui tient tête.

VINCENT GEORIS
À STRASBOURG

«L'État, c'est nous», disait Lénine. Le parti Droit et Justice (PiS) au pouvoir en Pologne a fini par intégrer cette pensée, en dépit de son anticommunisme viscéral. Le Premier ministre polonais Mateusz Morawiecki, un ancien du syndicat Solidarnosc, en a fait la démonstration mercredi au Parlement européen, en défendant bec et ongles la décision de son gouvernement d'envoyer à la retraite près de la moitié des juges de la Cour suprême.

Menace sur l'État de droit
«Tout pays de l'UE a le droit d'élaborer son système judiciaire selon ses propres traditions», a-t-il dit aux députés, avant de se lancer dans un credo pro-européen et nationaliste, plutôt surréaliste vu les vives tensions entre son pays et l'Union européenne.

Deux jours avant, la Commission européenne lançait une procédure en infraction contre la Pologne pour cette réforme du pouvoir judiciaire et des menaces systémiques contre l'État de droit. Cette procédure pourrait aboutir à la suspension du droit de vote de la Pologne au sein du Conseil européen, une première dans l'histoire de l'Union européenne.

«On ne peut pas dicter à un État membre les conditions de l'État de droit», s'est défendu Mateusz Morawiecki. Le PiS justifie la mise à l'écart des

juges en raison «de leur passé au service des services secrets communistes». L'argument ne passe pas. «Nous ne souhaitons pas que 40% des juges de la Cour suprême soient remplacés, a martelé le vice-président de la Commission, le Letton Valdis Dombrowski. Si dans un pays, on attaque le système judiciaire, c'est une attaque contre nous tous.»

Manfred Weber, le président du PPE (démocratie-chrétienne), la première formation politique d'Europe, a chargé Morawiecki. «La Pologne a adopté la première Constitution moderne de l'histoire de l'Europe, mais aujourd'hui des questions se posent. Pourquoi la télévision étatique polonaise est-elle une télévision de propagande plutôt qu'un média libre et indépendant?», a dit le député allemand. «La Pologne doit revenir au cœur de l'Europe», a renchéri Udo Bullmann, le chef de file des sociaux-démocrates (S&D).

Guy Verhofstadt, le président des libéraux (ADLE) fut plus clair. «Des juges sous contrôle politique, cela ne fait pas partie des valeurs européennes, a-t-il martelé. Ces dernières années votre gouvernement a liquidé systématiquement les pouvoirs et contre-pouvoirs». L'ancien Premier ministre belge a invité la Pologne à rentrer dans les rangs. «Arrêtez de rêver (...) même l'Allemagne est devenue aujourd'hui un petit pays. Ce n'est qu'ensemble que nous ferons face aux empires comme la Russie et la Chine.»

Ska Keller, la coprésidente des Verts, a rappelé à l'ordre le Premier ministre. «Vous avez presque inventé la démocratie, mais vous retirez aujourd'hui la Pologne de la voie démocratique. Vous placez des juges à la retraite. Vous emprisonnez des personnes qui ne sont pas d'accord avec vous. Vous

menacez la liberté de la presse.»

Dérives et manifestations

Mateusz Morawiecki n'a pas apprécié. «Il n'est jamais bon qu'un État fier comme le nôtre se voie donner des leçons», a-t-il dit. Avant de s'enfoncer à nouveau dans le déni, égrenant longuement les points communs entre le programme européen de son gouvernement et l'UE en matière de défense, d'économie et de politique transnationale.

Seuls des députés de l'ECR ont pris sa défense, le PiS étant membre de ce groupe conservateur. Le Polonais Ryszaerd Antoni Legutko (PiS) a qualifié ces attaques de «rideau de mensonges et de mystifications». Faisant exception, le Belge Sander Loones (N-VA, ECR) a apporté son soutien au déclenchement de la procédure d'infraction.

Quelques instants plus tard, le Premier ministre polonais était plus explicite devant une poignée de journalistes. «Certains députés européens ne comprennent pas bien les spécificités des pays qui sortent du communisme», a-t-il dit, traitant ensuite les juges mis à la retraite de «voleurs, brigands qui ont profité du système communiste». Et de conclure sur une note étrangement positive. «J'ai été très bien accueilli ici». Au moment même où le Premier ministre polonais se faisait recadrer à Strasbourg, des centaines de polonais, dont l'ancien président Lech Walesa, défilaient à Varsovie contre les dérives du pouvoir. Certains se rendaient au siège de la Cour suprême pour y soutenir sa présidente, Malgorzata Gersdorf, venue travailler malgré sa mise à la retraite forcée.